

Le varroa, danger pour les abeilles, danger pour la production agricole locale

Suite à l'article paru sur ImazPressRéunion (<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2017/05/11/abeilles-varroa,61883.html>) et sur Orange-Réunion (<http://reunion.orange.fr/actu/reunion/le-varroa-un-danger-mortel-pour-les-abeilles-pei.html>), AID a tenu à réagir sur ce parasite des abeilles, son importation clandestine, et les risques économiques et sanitaires que cela pourrait entraîner sur la productivité alimentaire locale.

Comment a-t-on pu laisser entrer des abeilles infectées? A quoi sert de réglementer des interdictions martiales si derrière on ne fait rien pour contrôler?

300t de miel pour 860.000 habitants c'est ridiculement peu (348g/hab, même pas 1g par jour!) et on n'en produit localement que la moitié? Qu'attend donc la Région pour prendre des mesures? Le problème de ce parasite est moins la production de miel que la perte d'insectes pollinisateurs. Rappelons que l'abeille est l'insecte pollinisateur par excellence. La citation apocryphe attribuée à tort à Albert Einstein : « si les abeilles venaient à disparaître, l'humanité n'aurait plus que quatre années devant elle », est en fait issue d'une brochure de l'Union Nationale de l'Apiculture Française à l'occasion d'une manifestation à Bruxelles contre la politique agricole commune vantant les mérites des insecticides néonicotinoïdes, vous savez, les insecticides que notre sénateur d'abeilles ne veut pas interdire (alias Dider Robert). Sans abeilles, la pollinisation d'un grand nombre de plantes ne se ferait plus, entraînant la disparition de nombreux animaux et des effets dévastateurs sur l'agriculture et la biosphère de manière générale.

Quelles mesures pourrait-on prendre ?

a) Elever l'octroi de mer en prenant en charge pour un montant équivalent à la somme collectée (sur les importations et les productions locales) les frais de développement de la production locale de miel et de sa vente en vrac (et pas l'emballage de miel importé).

b) Organiser une campagne contre les produits d'importation de bas de gamme en analysant leur contenu. En effet beaucoup ne sont pas du miel pur et il est de basse qualité. Il y a même des produits étiquetés miel qui n'en sont pas.

c) Transformer la Réunion en sanctuaire capable de produire massivement et d'exporter des colonies d'abeilles saines et du miel bio, ce qui revient à interdire les produits phytosanitaires chimiques dans de larges zones. Et Dieu sait si La Réunion en importe : plus de 240 t chaque année, soit plus de deux fois la consommation métropolitaine par hectare ! Certes plus de la moitié en herbicides, mais aussi en insecticides.

AID soutient le collectif des apiculteurs de La Réunion et exige des autorités responsables qu'elles prennent les dispositions nécessaires pour que ce genre de mésaventure ne puisse se reproduire.

Pour l'Association Initiatives Dionysiennes

Dr Bruno Bourgeon, Président

Jean-Marc Tagliaferri, Trésorier